

Juvénal Habyarimana : vingt ans de pouvoir

Ce militaire de carrière tentait de sortir son pays de l'isolement diplomatique et des antagonismes régionaux.

Le président du Rwanda, Juvénal Habyarimana, 57 ans, était au pouvoir depuis plus de vingt ans, après avoir renversé le 5 juillet 1973 le président de la République de l'époque, Grégoire Kayibanda. Il avait entrouvert la porte au multipartisme.

Originaire de la province de Gisenyi, dans le nord du pays, Juvénal Habyarimana est né le 8 mars 1937 dans une famille aristocratique de l'ethnie hutue, majoritaire dans le pays. Après des études secondaires, il commence des études de médecine puis entre en 1960 à l'École d'officiers de Kigali, dont il sort major. Il gravit alors tous les grades jusqu'à celui de chef de l'état-major de l'armée rwandaise en 1963, avant d'entrer en 1965 dans le gouvernement comme ministre de la Garde nationale et de la Police.

Devenu homme de confiance de Grégoire Kayi-

banda, qui le nomme général-major en janvier 1973, il entre en conflit avec lui en prônant une lutte efficace contre les antagonismes tribaux et régionaux qui affectent le pays. Après avoir pris le pouvoir, il tente de sortir le Rwanda de l'isolement diplomatique.

Seul candidat, Habyarimana est réélu le 19 décembre 1989 pour un troisième mandat de 5 ans. Le Rwanda entre en octobre 1990 dans une période de guerre civile qui se termine par des accords de paix signés le 4 août 1993 à Arusha (Tanzanie). Ils prévoient des institutions de transition intégrant des représentants du Front patriotique rwandais (FPR, ancienne rébellion armée de la minorité tutsie).

Le Rwanda en chiffres :
Population : 8,2 millions (90 % Hutus ; 9 % Tutsis)

Superficie : 26 338 km² de zones montagneuses, entre le Zaïre, l'Ouganda, la Tanzanie et le Burundi.

Capitale : Kigali (234 500 habitants).

Langues : kinyarwanda (nationale), français (administrative), swahili (locale).

Religions : chrétiens (65 %), animistes (20 %), musulmans (9 %).

Economie : 90 % de la population vit de l'agriculture. La culture du café représente 80 % des exportations.

PNB : 310 dollars par habitant en 1989.

Forces armées : 15 000 hommes. (AFP.)



Juvénal Habyarimana.
(Photo Reuter.)



Cyprien Ntaryamira.
(Photo Reuter.)



LE FIGARO - 8-04-94

Cyprien Ntaryamira : l'échec de la jeune garde

Cet Hutu modéré s'était donné pour tâche de rétablir la paix dans son pays déchiré par les affrontements interethniques.

Cyprien Ntaryamira, 39 ans, était président de la République du Burundi depuis le 13 janvier dernier. Il avait succédé à Melchior Ndadaye, premier président démocratiquement élu, assassiné lors d'un coup d'Etat militaire manqué le 21 octobre 1993, mené par de mutins de l'armée, dominée par l'ethnie minoritaire des Tutsis. Candidat unique, il avait été élu par 78 députés sur 79. Après 26 ans de régime à parti unique, le Burundi avait adopté le multipartisme par référendum en mars 1992.

Né le 6 mars 1955 dans la province de Bujumbura, il appartenait, comme son prédécesseur, à l'ethnie majoritaire des Hutus, qui n'avait jamais dirigé le pays avant l'élection de M. Ndadaye, en juin 1993. En 1972, fuyant les massacres interethniques entre Hutus et Tutsis, qui ont fait plus de 100 000 morts, il part vivre au Rwanda, où il est l'un des fondateurs du Mouvement des étudiants progressistes burundais. A son retour au Burundi, en 1983, il devient haut fonctionnaire au ministère des Affaires étrangères et membre fondateur du Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu, le parti de M. Ndadaye). Ingénieur agricole de formation, Cyprien Ntaryamira a été ministre de l'Agriculture et de l'Élevage dans le gouvernement de M^{me} Sylvie Kinigi, formé en juillet 1993 après l'investiture du président Ndadaye. En signe de réconciliation, il avait promu des Tutsis dans son département ministériel. Mais le coup d'Etat manqué d'octobre dernier avait

déclenché de nouveaux affrontements entre la minorité tutsie et la majorité hutue, faisant, selon des sources indépendantes, près de 50 000 victimes. Après ces massacres, Cyprien Ntaryamira représentait une solution de compromis entre le Parti pour l'unité et le progrès (Uprona, anciennement au pouvoir) et le Front pour la démocratie du Burundi (Frodebu) du chef de l'Etat défunt. Prêtant serment le 5 février dernier devant l'Assemblée nationale, il s'était donné, dans son discours d'investiture, comme « tâches prioritaires : le retour à la paix et à la sécurité et le rapatriement des réfugiés ». Près d'un million de Burundais, en majorité des Hutus, se sont réfugiés dans les pays voisins depuis un an. M. Ntaryamira était père de trois enfants.

Le Burundi en chiffres :
Population : 5,3 millions (80 % d'Hutus).

Superficie : 27 834 km², enclavé en Afrique centrale.

Capitale : Bujumbura (300 000 habitants).

Langues : kirundi (nationale), français (administrative), swahili (locale).

Religions : chrétiens (70 %), animistes (15 %), musulmans (2 %).

Economie : l'agriculture occupe 80 % de la population. Le café représente 89 % des exportations.

PNB : 210 dollars par habitant en 1992.

Forces armées : 7 200 hommes, en majorité Tutsis. (AFP.)

ASSOCIATED PRESS NATIONS-UNIES/NAIROBI/PARIS (AP)

Les présidents du Rwanda, le général Juvénal Habyarimana, et du Burundi, Cyprien Ntaryamira, ont été tués mercredi soir lorsque l'avion qui les ramenait à Kigali s'est écrasé. L'ambassadeur du Rwanda aux Nations unies a affirmé qu'il s'agissait d'un attentat. "Ce qui s'est passé n'est pas un accident, c'est un assassinat", a affirmé l'ambassadeur rwandais Jean Damascene Bizimana. Il a déclaré devant le Conseil de sécurité de l'ONU que l'avion a été abattu par un tir de roquette, dont il n'a pas précisé l'origine. Les 15 membres du Conseil de sécurité, dont le Rwanda, ont rendu hommage aux victimes en observant une minute de silence.

L'ambassadeur du Rwanda à Bruxelles François Ngarukintwali a lui aussi affirmé que l'avion avait été abattu, ajoutant qu'il était "calciné". L'ambassade de France à Kigali a confirmé la mort des deux présidents ainsi que celle des huit autres passagers et membres d'équipage du "Mystère-Falcon" appartenant au président rwandais. Parmi les victimes figurent également trois membres d'équipages français et deux ministres du gouvernement du Burundi. Interrogé par l'Associated Press par téléphone depuis Paris, le président de l'Assemblée nationale, Sylvestre Ntibantunganya, a précisé qu'il s'agit du ministre de la Communication Cyriaque Simbizi et du ministre du Plan Bernard Ciza. M. Ntibantunganya a présidé une réunion de crise dans la nuit avec le Premier ministre Anatole Kanyenkiko et le ministre de la Défense Gédéon Fyiroko. L'appareil s'est écrasé alors qu'il se trouvait en phase d'approche de l'aéroport de la capitale rwandaise. Interrogée par l'Associated Press par téléphone de Nairobi, l'attaché économique de l'ambassade des Etats-Unis à Kigali, Laura Lane, a expliqué qu'au moment des faits, elle se trouvait à son domicile situé à quelque 10 minutes de l'aéroport: "il y a eu toutes sortes de bruits et d'explosions. On a entendu des coups de feu. Nous ne savons ce que c'était et on nous a demandé de rester chez nous, ce que nous avons fait".

Les deux présidents revenaient de Dar es-Salam en Tanzanie où ils avaient participé à un sommet des dirigeants des pays d'Afrique centrale et de l'est consacré aux crises qui sévissent dans ces deux anciennes colonies belges d'Afrique centrale. Mardi, le Conseil de sécurité avait prorogé de quatre mois le mandat des 2.500 hommes de la force de maintien de la paix au Rwanda et avait appelé à la formation d'un gouvernement de transition. Au Rwanda, le président Habyarimana et l'ancien Front patriotique rwandais ne sont jamais parvenus à s'entendre sur un gouvernement de transition malgré l'accord de paix du mois d'août dernier. Au Burundi, les rivalités entre majorité hutu et minorité tutsi au pouvoir ont abouti à de nouveaux massacres ces derniers mois, surtout depuis l'assassinat le 21 octobre du président Melchior Ndadaye.

AP ma/n032/div/bccor. 07 avr 94 12:00